

Québec, le 1^{er} décembre 2021

Monsieur Richard Deschamps
Président-directeur général
CISSS de la Montérégie-Centre
3141, boulevard Taschereau, bureau 220
Greenfield Park (Québec) J4V 2H2

Monsieur le Président-Directeur général,

Le 18 octobre dernier, le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) a rendu public le Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026 – S'allier devant l'itinérance (Plan d'action) élaboré en étroite collaboration avec ses partenaires interministériels. Par ce Plan d'action, le gouvernement du Québec s'engage à prévenir les trajectoires qui mènent à une situation d'itinérance et à accompagner les personnes qui s'y trouvent vers la stabilisation de leur situation résidentielle, financière, socioprofessionnelle, juridique et/ou de santé, en tenant compte de leurs besoins, de leur rythme et de leurs aspirations.

Afin de favoriser la mise en œuvre du Plan d'action, des investissements sans précédent totalisant près de 280 millions pour le secteur de l'itinérance ont été annoncés. Ce financement permettra de soutenir la mise en œuvre des 14 actions structurantes associées au Plan d'action de même que les 31 mesures qui en découlent. Dans le cadre de ce financement, nous vous annonçons que le MSSS rend disponible une somme de 18 833 308 \$ sur cinq ans. Une part de ce financement est conditionnelle à l'approbation de la norme annuelle de programmes (Fonds de prévention et de recherche en matière de cannabis, Fonds de lutte aux dépendances et Programme d'aide aux joueurs pathologiques) et à l'approbation des crédits par l'Assemblée nationale. Le détail de la répartition par mesure est présenté à l'annexe A de la lettre. Pour 2021-2022, le financement mis à la disposition de votre région totalise 2 570 108 \$.

Ce financement vise plus spécifiquement à :

- Accompagner des jeunes qui quittent les centres de réadaptation pour jeunes en difficulté d'adaptation vers une stabilité résidentielle (mesure 1.1);
- Rehausser le continuum de services en dépendance pour les personnes en situation d'itinérance (mesure 3.1);

... 2

- Augmenter l'offre de services d'accompagnement en logement transitoire et permanent (mesure 5.3);
- Soutenir et consolider le continuum d'hébergement d'urgence et de transition (mesure 6.1);
- Consolider les services d'hébergement d'urgence et de transition pour les femmes en situation d'itinérance (mesure 6.2);
- Consolider les services de proximité en itinérance (mesure 6.3);
- Soutenir le développement de services de fiducie volontaire (mesure 7.1);
- Soutenir la mise en œuvre des bonnes pratiques en dépendance et en itinérance ainsi que la formation des intervenantes et des intervenants (mesure 12.1).

Un plan de déploiement régional présentant plus en détail les attentes du MSSS au regard du déploiement de ces mesures est joint à l'annexe B. À noter que pour votre région, ce financement vise notamment à assurer la pérennité des sommes qui vous ont été annoncées en non-récurrence le 31 mars 2020 en lien avec les mesures hivernales (N/Réf. 20 PF-00132).

Comme précisé au cahier de charges développé par le MSSS, à l'intention des présidents-directeurs généraux en 2015 dans le cadre de la mise en place des centres intégrés et des établissements non fusionnés, le MSSS s'attend à ce que le CISSS de la Montérégie-Centre assure une coordination intersectorielle et régionale au regard de l'itinérance. En ce sens, votre établissement devra produire un plan de travail régional qui précisera les démarches et échéanciers prévus en vue de mettre en œuvre les mesures. Celui-ci devra être transmis au MSSS d'ici le 15 décembre 2021. En complément, vous aurez jusqu'au 30 juin 2022 pour déposer la version finale de votre plan d'action régional et communautaire intégré en itinérance au MSSS, incluant un plan d'investissement pour les sommes annoncées dans le PAII.

Votre plan d'investissement devra avoir une portée régionale, ce qui nécessitera une coordination de votre part auprès des autres établissements de votre territoire concernés par l'itinérance. En fonction de la répartition retenue, le MSSS versera à chaque établissement concerné la part du financement qui lui revient. Nous vous invitons à nous communiquer cette répartition dans les meilleurs délais possibles pour nous permettre de planifier les versements en conséquence. Toutefois, pour 2021-2022, considérant que les sommes doivent être investies dans de courts délais, nous verserons exceptionnellement l'entièreté du financement disponible pour la région, au CISSS de la Montérégie-Centre, qui veillera à faire directement la répartition régionale après concertation.

Votre établissement recevra un premier versement de 80 % des sommes destinées à votre région pour 2021-2022 dès la réception de la lettre, sauf en ce qui concerne la mesure 3.1 qui provient d'une autre source budgétaire. Pour cette mesure en particulier, vous devrez nous fournir une répartition par établissement et par organisme communautaire. C'est à la suite de la réception de cette répartition que le Ministère procédera directement au versement à chaque organisation concernée. Un deuxième versement sera effectué en fonction du niveau de réalisation des résultats à atteindre, lesquels sont présentés à l'annexe C de la présente lettre. Pour les années 2022-2023 et les suivantes, une avance de fonds de 80 % sera effectuée auprès de chaque établissement au 1^{er} avril. Le deuxième versement se fera selon les modalités susmentionnées. Toutefois pour la part récurrente, l'enveloppe sera intégrée à la base récurrente du budget annuel de chaque établissement dès que l'objectif de résultat sera atteint.

En complément, pour optimiser la mise en œuvre des mesures 1.1 et 5.3 visant à favoriser la stabilité résidentielle des personnes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir, la Société d'habitation du Québec rendra disponible dès l'année 2021-2022 un total de 48 unités de supplément au loyer (PSL) pour votre région. De ce nombre, au moins 10 unités devront être réservées à des jeunes qui quittent les centres de réadaptation pour jeunes en difficulté d'adaptation afin de favoriser leur transition à l'âge adulte.

Pour toute information additionnelle, nous vous invitons à contacter madame Marie-Louise Beaulieu-Bourgeois, directrice des services en dépendance et en itinérance [REDACTED]

Veuillez agréer, monsieur le Président-Directeur général, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

La sous-ministre adjointe,

[REDACTED]

c. c. M. Pierre-Albert Coubat, MSSS
M. Philippe Gribauval, CISSS de la Montérégie-Ouest
M^{me} Louise Potvin, CISSS de la Montérégie-Est
M^{me} Lise Pouliot, CISSS de la Montérégie-Centre

N/Réf. : 21-PF-00498

ANNEXE A : Répartition financière par mesure

# de la mesure	Libellé de la mesure	Montant total annoncé de 2021 à 2026	Précisions
1.1	Dédier des unités de supplément au loyer avec accompagnement à des jeunes vulnérables qui quittent les centres de réadaptation pour jeunes en difficulté d'adaptation	320 033 \$ soit 52 833 \$ en 2021-2022 annualisé à 66 800 \$ à partir de 2022-2023	Dès que l'objectif de résultat sera atteint, l'enveloppe sera intégrée à la base récurrente du budget annuel de l'établissement.
3.1	Rehausser le continuum de services en dépendance pour les personnes en situation d'itinérance	4 755 425 \$ soit 448 625 \$ en 2021-2022 puis 1 076 700 \$ à partir de 2022-2023	Pour la période allant de 2022-2023 à 2025-2026, le financement est conditionnel à l'approbation de la norme annuelle de programmes du Fonds de lutte aux dépendances et du Programme d'aide aux joueurs pathologiques.
5.3	Augmenter l'offre de services d'accompagnement en logement transitoire et permanent	4 698 050 \$ soit 529 250 \$ en 2021-2022 puis 1 042 200 \$ à partir de 2022-2023	Pour la période allant de 2022-2023 à 2025-2026, le financement est conditionnel à l'approbation de la norme annuelle de programme du Fonds de prévention et de recherche en matière de cannabis.
6.1	Soutenir et consolider le continuum d'hébergement d'urgence et de transition	4 778 500 \$ soit 955 700 \$ par année à partir de 2021-2022	Dès que l'objectif de résultat sera atteint, une enveloppe de 400 000 \$ par année sera intégrée à la base récurrente du budget annuel de l'établissement. Pour la période allant de 2022-2023 à 2025-2026, une portion du financement correspondant à 555 700 \$ par année est conditionnelle à l'approbation de la norme annuelle de programme du Fonds de prévention et de recherche en matière de cannabis.
6.2	Consolider les services d'hébergement d'urgence et de transition pour les femmes en situation d'itinérance	500 000 \$ soit 100 000 \$ par année à partir de 2021-2022	Dès que l'objectif de résultat sera atteint, l'enveloppe sera intégrée à la base récurrente du budget annuel de l'établissement.
6.3	Consolider les services de proximité en itinérance	3 199 433 \$ soit 301 833 \$ en 2021-2022 annualisé à 724 400 \$ à partir de 2022-2023	Dès que l'objectif de résultat sera atteint, l'enveloppe sera intégrée à la base récurrente du budget annuel de l'établissement.

# de la mesure	Libellé de la mesure	Montant total annoncé de 2021 à 2026	Précisions
7.1	Soutenir le développement de services de fiducie volontaire	441 667 \$ soit 41 667 \$ en 2021-2022 annualisé à 100 000 \$ à partir de 2022-2023	Dès que l'objectif de résultat sera atteint, l'enveloppe sera intégrée à la base récurrente du budget annuel de l'établissement.
12.1	Soutenir la mise en œuvre des bonnes pratiques en dépendance et en itinérance ainsi que la formation des intervenantes et des intervenants	140 200 \$ non récurrents pour 2021-2022	
TOTAL		18 833 308 \$	

Annexe C : Indicateurs, cibles et échéanciers

	Mesures	Indicateur	Cible	Reddition de comptes	Complément d'information
1.1	Dédier des unités de supplément au loyer avec accompagnement à des jeunes vulnérables qui quittent les centres de réadaptation pour jeunes en difficulté d'adaptation	Nombre de jeunes accompagnés	<p>Pour 2021-2022 :</p> <p>L'établissement doit avoir :</p> <ul style="list-style-type: none">- Déterminer les mécanismes d'accès et les critères de priorisation pour l'octroi des PSL ainsi que les modalités d'accompagnement qui seront offertes, avec le soutien de ses partenaires. <p>Pour 2022-2023 et les années subséquentes, la cible est de 10 jeunes accompagnés annuellement en vue d'une stabilité résidentielle</p>	Un formulaire de reddition de comptes devra être rempli par l'établissement pour le 30 juin de chaque année.	<p>Pour 2021-2022, le montant vous étant accordé représente 5/12 du financement annuel prévu pour le volet accompagnement auquel s'ajoute une somme de 2500 \$ par personne accompagnée pour l'achat du matériel de départ (mobilier, nourriture, etc.). Pour 2021-2022, les sommes versées peuvent servir à des fins de planification ou pour la réalisation de projets ponctuels, dans la mesure où ceux-ci s'inscrivent en cohérence avec les objectifs visés par la mesure.</p> <p>Pour 2022-2023 et les années subséquentes, la cible a été établie en fonction du nombre de supplément au loyer rendu disponible pour votre région. Un ratio de 1 intervenant pour 15 jeunes a été établi. Le financement accordé à votre établissement pour le volet accompagnement est donc proportionnel au nombre d'unités de supplément au loyer attribué à votre région.</p>
3.1	Rehausser le continuum de services en dépendance pour les personnes en situation d'itinérance	À venir	<p>Pour 2021-2022 :</p> <ul style="list-style-type: none">- L'établissement doit avoir déterminé les modalités d'utilisation du financement. <p>Pour 2022-2023 et les années subséquentes, les cibles seront communiquées ultérieurement à votre établissement en fonction du plan d'investissement déposé.</p>	Un formulaire de reddition de comptes devra être rempli par l'établissement pour le 30 juin de chaque année.	<p>Pour 2021-2022, le montant vous étant accordé représente 5/12 du financement annuel prévu pour cette mesure. Pour 2021-2022, les sommes versées peuvent servir à des fins de planification ou pour la réalisation de projets ponctuels, dans la mesure où ceux-ci s'inscrivent en cohérence avec les objectifs visés par la mesure.</p>
5.3	Augmenter l'offre de services d'accompagnement en logement transitoire et permanent	Nombre de personnes accompagnées	<p>Pour 2021-2022 :</p> <ul style="list-style-type: none">- L'établissement doit avoir déterminé les mécanismes d'accès et les critères de priorisation pour l'octroi des PSL ainsi que les modalités d'accompagnement qui seront offertes, avec le soutien de ses partenaires. <p>Pour 2022-2023 et les années subséquentes : la cible est de 156 personnes accompagnées en vue d'une stabilité résidentielle.</p>	Un formulaire de reddition de comptes devra être rempli par l'établissement pour le 30 juin de chaque année.	<p>Pour 2021-2022, le montant vous étant accordé représente 5/12 du financement annuel prévu pour le volet accompagnement auquel s'ajoute une somme de 2500 \$ par unité pour l'achat de matériel de départ (mobilier, nourriture, etc.). Pour 2021-2022, les sommes versées pour le volet accompagnement peuvent servir à des fins de planification ou pour la réalisation de projets ponctuels, dans la mesure où ceux-ci s'inscrivent en cohérence avec les objectifs visés par la mesure.</p> <p>La cible a été établie en fonction du ratio de 1 intervenant (100 000 \$) pour 15 personnes.</p>

	Mesures	Indicateur	Cible	Reddition de comptes	Complément d'information
6.1	Soutenir et consolider le continuum d'hébergement d'urgence et de transition	Dépôt de l'entente ou des ententes signées au MSSS	Entente(s) de services signée(s) d'ici le 1 ^{er} juin 2022 avec le ou les organismes communautaires ciblés par le financement	Un formulaire de reddition de comptes devra être rempli par l'établissement pour le 30 juin de chaque année.	Votre établissement disposera dès 2021-2022 du montant prévu sur une base annuelle pour cette mesure.
6.2	Consolider les services d'hébergement d'urgence et de transition pour les femmes en situation d'itinérance	Dépôt de l'entente ou des ententes signée(s) au MSSS	Entente(s) de services signée(s) d'ici le 1 ^{er} juin 2022 avec le ou les ressources communautaires ciblées par le financement	Un formulaire de reddition de comptes devra être rempli par l'établissement pour le 30 juin de chaque année.	Votre établissement disposera dès 2021-2022 du montant prévu sur une base annuelle pour cette mesure.
6.3	Consolider les services de proximité en itinérance	À venir	Pour 2021-2022 : - L'établissement doit avoir déterminé les modalités d'utilisation du financement. Pour 2022-2023 et les années subséquentes les cibles seront communiquées ultérieurement à votre établissement en fonction du plan d'investissement déposé.	Un formulaire de reddition de comptes devra être rempli par l'établissement pour le 30 juin de chaque année.	Pour 2021-2022, le montant vous étant accordé représente 5/12 du financement annuel prévu pour cette mesure. Pour 2021-2022, les sommes versées peuvent servir à des fins de planification ou pour la réalisation de projets ponctuels, dans la mesure où ceux-ci s'inscrivent en cohérence avec les objectifs visés par la mesure.
7.1	Soutenir le développement de services de fiducie volontaire	Nombre de personnes accompagnées dans un service de fiducie volontaire	Pour 2021-2022 : - L'établissement doit avoir déterminé les modalités d'utilisation du financement et le nombre de personnes qui bénéficieront annuellement des services mis en place. Pour 2022-2023 et les années subséquentes les cibles seront communiquées ultérieurement à votre établissement en fonction du plan d'investissement déposé.	Un formulaire de reddition de comptes devra être rempli par l'établissement pour le 30 juin de chaque année.	Pour 2021-2022, le montant vous étant accordé représente 5/12 du financement annuel prévu pour cette mesure. Pour 2021-2022, les sommes versées peuvent servir à des fins de planification ou pour la réalisation de projets ponctuels, dans la mesure où ceux-ci s'inscrivent en cohérence avec les objectifs visés par la mesure.
12.1	Soutenir la mise en œuvre des bonnes pratiques en dépendance et en itinérance ainsi que la formation des intervenantes et des intervenants	Dépôt du plan d'action régional et communautaire intégré en itinérance	Pour 2021-2022 : L'établissement doit avoir déterminé les priorités de formation pour le RSSS et le milieu communautaire et indiqué ses intentions quant à l'utilisation du financement dans le plan d'investissement, lequel sera inclus dans le plan d'action régional et communautaire intégré en itinérance	Un formulaire de reddition de comptes devra être rempli par l'établissement pour le 30 juin de chaque année.	